

Appel au Conseil fédéral

Non à la visite du Conseiller fédéral Ueli Maurer au ministre de la défense israélien La Suisse doit s'engager de manière crédible pour la poursuite pénale des crimes de guerre et pour l'application du droit international

La visite du chef du département de la défense Ueli Maurer à son homologue israélien, prévue du 8 au 10 octobre 2010, contredit gravement l'engagement de la Suisse pour une paix juste et durable au Proche-Orient, fondée sur le droit international.

Malgré la reprise des négociations, les droits humains sont violés quotidiennement dans les territoires occupés palestiniens: attaques de l'armée contre des civils manifestant contre le mur, poursuite de la colonisation en Cis-jordanie, tout comme les confiscations de terres, la démolition de maisons ainsi que les très graves entraves à la liberté de mouvement, y compris à Jérusalem. Les droits humains les plus élémentaires d'un million et demi de Palestiniens continuent d'être violés dans la Bande de Gaza, soumise à un blocus inhumain et illégal. Les manifestants internationaux qui cherchent à briser le blocus sont brutalement repoussés. L'Etat d'Israël poursuit aussi sa politique discriminatoire à l'égard de sa minorité arabe, nie les droits des réfugiés palestiniens et refuse de souscrire aux conventions internationales sur les armes atomiques et les bombes à sous-munitions.

Les crimes de guerre et autres violations graves du droit international humanitaire commis avant, durant et après l'agression militaire de Gaza de 2008/2009 et documentés dans le rapport Goldstone attendent toujours, à part quelques cas d'importance marginale, d'être poursuivis par la justice pénale.

La Suisse, Etat dépositaire des Conventions de Genève, a une responsabilité particulière pour faire respecter le droit international humanitaire. Donnant suite au rapport Goldstone, l'assemblée générale de l'ONU a recommandé à la Suisse de réaliser une conférence des Etats parties à la IVème Convention de Genève. La Suisse a été chargée de contribuer à trouver les moyens pour imposer la protection de la population civile dans les territoires occupés.¹

La visite du chef du département de la défense suisse à son homologue israélien constituerait un soutien unilatéral à l'occupation militaire israélienne et une caution à l'impunité dont jouissent les responsables de l'armée israélienne. De ce fait, elle serait totalement contraire aux actions diplomatiques nécessaires de toute urgence pour faire respecter les droits humains et protéger les populations impliquées. Elle décrédibilisera totalement l'engagement pris par la Suisse pour que le droit international soit respecté et la population civile protégée.

Nous, organisations de la société civile suisse, demandons au Conseil fédéral d'annuler cette visite. Nous demandons que la Suisse:

- **arrête la collaboration militaire avec Israël et avec tous les pays du Proche-Orient**
- **s'engage davantage pour faire respecter les droits humains et pour l'application du droit international par toutes les parties au conflit**
- **utilise tous les moyens à disposition pour obtenir la levée immédiate du blocus de la Bande de Gaza et l'application des recommandations du rapport de la Commission Goldstone**
- **donne suite à la demande de l'Assemblée Générale de l'ONU (Res. 64/10 du 5 nov. 2009) demandant la convocation d'une conférence des Etats signataires sur les mesures à prendre pour faire appliquer la Quatrième Convention de Genève pour la protection de la population civile dans les territoires occupés palestiniens.**

Soutenu par les organisations suivantes: Association Suisse-Palestine ASP, BADIL resource center for palestinian residency and refugee rights (Genève), Berner Mahnwache für einen gerechten Frieden in Palästina/Israel, Campagne BDS Suisse, Centrale Sanitaire Suisse Romande CSS-R, Centre Europe-Tiers Monde CETIM, cfd – L'ONG féministe pour la paix, Collectif Urgence Palestine CUP-Genève, CUP-Neuchâtel, CUP-Vaud, Droit au Retour DAR, Droit pour Tous – DPT, Femmes en Noir Genève, Femmes pour la paix Bienne, Femmes pour la paix Suisse, Forum pour les droits humains en Israël/Palestine, Génération Palestine Genève, Gerechtigkeit und Frieden in Palästina GFP, Groupe pour une Suisse sans Armée GSsA, International Institute for Peace Justice and Human-Rights – IIPJHR, Junge Alternative JA!, Kampagne Olivenöl, Les Verts suisses, Ligue des Musulmans de Suisse, medico international schweiz / CSS Zurich, Mouvement suisse pour la paix, Neue PdA Basel, Palästina-Solidarität Region Basel, PS Suisse, Religiös-sozialistische Vereinigung der Deutschschweiz, Société pour les peuples menacés Suisse, solidarité sans frontières, solidaritéS Genève, Vaud et Neuchâtel, Voix juive pour une paix juste en Israël et Palestine JVJP, Union Suisse des Femmes pour Paix et le Progrès, Women's International League for Peace and Freedom (WILPF) section Suisse.

¹ <http://unispal.un.org/unispal.nsf/47d4e277b48d9d3685256ddc00612265/9e2dc74f7aaed8a4852576d5004e7c68?OpenDocument>